



NOTE DE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE DU BUDGET PRINCIPAL 2018

L'article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles doit être jointe au Budget Primitif.

D'autre part, la loi NOTRE du 07 août 2015 crée, en l'article 107, de nouvelles dispositions relatives à la transparence et à la responsabilité financière des collectivités locales.

Le Budget Primitif 2018 a été voté le 08 février 2018 par le conseil municipal

Cette note répond donc à l'obligation de la commune de Montluel. Elle sera, mise sur le site internet de la ville, afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

I. - Le cadre général du budget

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et recettes autorisées et prévues par la commune pour l'année 2018.

Le Budget Primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte, ou au 30 avril, l'année du renouvellement de l'assemblée, et transmis au

représentant de l'Etat dans les 15 jours qui suivent son approbation.

Le Budget Primitif est un budget prévisionnel pour la période qui s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année civile, qui propose des recettes et des dépenses. Le maire, ordonnateur, n'a pas obligation de réaliser ce qui est prévu en dehors des dépenses obligatoires telles que le remboursement des emprunts, les salaires des agents et les missions de service public obligatoires.

Le budget 2018 a été voté le 08 février 2018 par le conseil municipal.

II. - Eléments de contexte et priorité du budget

Le Budget Primitif 2018 de la commune de Montluel se caractérise par :

- Maîtrise des dépenses de fonctionnement
 - Tout en gardant un haut niveau de qualité des services rendus aux habitants
 - Contenir la masse salariale
 - Limiter l'évolution des dépenses de gestion des services
 - Une stabilité globale pour les subventions aux associations
- Une diminution des recettes de gestion marquée par la baisse des concours de l'Etat et une volonté de :
 - Maintien des taux de fiscalité communale

- Mobiliser des subventions auprès de l'Etat, la Région, le Département et d'autres organismes public ou privé chaque fois que possible pour continuer un programme d'investissement d'un très haut niveau au service de tous les montluistes.

Rappelons que le budget communal est construit en deux parties :

- ✓ Une partie « fonctionnement » qui gère les affaires courantes et l'entretien du bâti et des voies communales, en y incluant les salaires des services communaux
- ✓ Une partie « investissement » qui est la création de nouveaux projets et qui a pour vocation de préparer l'avenir

III. - La section de fonctionnement

a) généralités

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des recettes et dépenses nécessaires au fonctionnement courant des services communaux et permet à la collectivité d'assurer le quotidien.

Les recettes de fonctionnement des communes ont baissé du fait des baisses de « compensations de l'Etat » suite aux divers transferts de charges.

Le budget 2018 a été élaboré *sans aucune hausse des taux de fiscalité*

Les recettes réelles de fonctionnement inscrites au BP2018 représentent 6 452 852 €

Les dépenses de fonctionnement sont constituées par les salaires du personnel municipal, l'entretien et la consommation des bâtiments communaux, les achats de matières premières (alimentation), de fournitures (scolaires, administratives, réparations, fluides, carburant, combustible), prestations de services (entretien et maintenance du matériel), les cotisations obligatoires (SIEA par ex...), les sorties scolaires, les subventions de fonctionnement versées aux associations, les intérêts des emprunts à payer, etc... .

Les salaires et charges du personnel communal représentent **46 %** des dépenses réelles de fonctionnement de la commune.

*Les dépenses réelles de fonctionnement inscrites au BP 2018 représentent
6 149 522 €*

En fin d'exercice comptable, l'écart entre le volume total des recettes de fonctionnement et celui des dépenses de fonctionnement constitue l'autofinancement, c'est-à-dire la capacité de la commune à financer elle-même ses projets d'investissement, sans recourir nécessairement à un emprunt nouveau.

b) Les principales dépenses et recettes de la section de fonctionnement

La commune poursuit son effort de bonne gestion, tout en maintenant la qualité du service public.

Les dépenses réelles de fonctionnement passent de 5 995 632 euros en 2017 à **6 149 522 euros** inscrits au BP2018.

Les dépenses d'ordre étaient inscrites pour 300 000 euros au BP2017, et sont inscrites pour **100 000 euros** au BP2018 (*virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement*). Les écritures d'ordre entre sections, sont, quant à elles en diminution. Elles concernent les dotations aux amortissements inscrites pour 231 000 euros au BP2017 contre **211 050 euros** pour le BP2018.

DEPENSES	Budget Primitif 2017	Budget Primitif 2018
Dépenses courantes	1 515 000	1 675 050
Dépenses de personnel	2 616 500	2 643 000
Atténuation de recettes	200 000	171 450
Autres dépenses de gestion courante	613 000	656 000
Dépenses de gestion des services	4 944 500	5 145 500
Dépenses financières	212 500	191 000
Dépenses exceptionnelles	450 000	451 000
Dépenses imprévues	388 631,58	362 022,23
Total des dépenses réelles	5 995 631,58	6 149 522,23
Ecritures ordre entre sections	231 000	211 050
Virement à la section investissement	300 000	100 000
TOTAL DES DEPENSES	6 526 631.58	6 460 572,23

Il existe quatre principaux types de recettes de fonctionnement pour une commune :

- ✓ Les impôts locaux
 - ✚ Perçus en 2017 pour 1 984 687 euros
 - ✚ Attendus en 2018 pour **1 696 555 euros**
- ✓ Les dotations versées par l'Etat dont
 - ✚ La DGF attendue pour **515 363 euros**
 - ✚ La DSR attendue pour **84 740 euros**

- ✓ Les recettes encaissées au titre des prestations fournies à la population (scolaire, périscolaire, droits de place, location de salle)
- ✓ Les loyers

Les recettes réelles de fonctionnement passent de 6 588 711,58 euros à **6 452 852,23 euros**

La diminution des recettes réelles de fonctionnement (-2%) est essentiellement la conséquence de la **diminution du résultat reporté**, qui passe de 990 693,58 € au budget 2017 à **928 301,23 €** au budget 2018.

RECETTES	Budget Primitif 2017	Budget Primitif 2018
Atténuation de dépenses	60 000	30 000
Recettes des services	431 000	444 848
Impôts et taxes	3 350 000	3 077 267
Dotations, subventions & participations	1 100 518	1 361 436
Autres recettes de gestion courante	580 500	605 000
Recettes de gestion des services	5 522 018	5 518 551
Produits exceptionnels	6 000	6 000
Résultat reporté	990 693,58	928 301,23
Total des recettes réelles	6 588 711,58	6 452 852,23
Recettes d'ordre de fonctionnement	7 920	7 720
TOTAL DES RECETTES	6 526 631,58	6 460 572,23

c) La fiscalité

Les taux d'impôts locaux pour 2018 sont les suivants :

Taxe d'habitation : **10,42 %**

Taxe foncière sur le bâti : **12,50 %**

Taxe foncière sur le non bâti : **43,52 %**

Le produit attendu de la fiscalité locale s'élève à **1 696 555 euros** soit une baisse de 30% par rapport à 2017, compensée par une dotation de l'Etat.

d) Les dotations de l'Etat

Les dotations de l'Etat sont attendues pour **1 361 436 euros**. L'Etat compense par dotation la suppression d'une partie de la taxe d'habitation, ce qui n'est qu'un affichage politique pour masquer la disparition totale de certaines dotations. La dotation globale de fonctionnement (DGF) est la principale dotation versée par l'Etat à la commune. Après avoir été en diminution constante ces dernières années, elle est estimée au même montant qu'en 2017 suite au projet Loi de finances 2018.

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	BP 2018
DGF	864 516	734 693	596360	515 363	515 363

IV - La section d'investissement

a) Généralités

Le budget d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la commune à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel. L'investissement a trait à tout ce qui contribue à accroître le patrimoine de la commune.

Le budget d'investissement de la commune regroupe :

- ❖ En dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de matériels ou de véhicules pour les services techniques, de matériel informatique pour les agents ou les scolaires, achat de biens immobiliers ou terrains pour accroître son patrimoine, études et travaux soit sur des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création.
- ❖ En recettes : deux types de recettes coexistent : les recettes dites patrimoniales telles que les recettes perçues en lien avec les permis de

construire (taxe d'aménagement) et les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus (par exemple : réfection des toitures, réfection de l'éclairage public...).

b) Les principaux projets prévus au budget de l'année 2018 sont les suivants :

- Ecoles
- Nouvelle salle de restaurant scolaire
- Création parking cœur de ville
- La Cour des Augustins - aménagement
- Jeux et aménagement du parc Jollion
- Parking de la Portelle - aménagement
- Travaux quartier les Marronniers
- Etude faisabilité promenade des Tilleuls
- Toitures des bâtiments publics
- Eclairage public suite de notre programme
- Voiries suite de notre programme
- Début des travaux pour le nouveau quartier Bellevue avec une maison médicale et une résidence seniors.

c) vue d'ensemble de la réalisation de la section d'investissement

La section d'investissement est équilibrée par la réalisation d'un emprunt de **660 000 euros**, justifié par un ambitieux programme d'investissement.

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Remboursement capital dette	597 900	Solde investissement reporté	776 726
Dépôts & cautionnement	5 000	Emprunt	660 000
Immo incorporelles	20 000	Dépôts & cautionnement	5 000
Subvention équipement versées	96 000	Virement de la section de fonctionnement	100 000
Immo corporelles	392 890	FCTVA	61 200
Immo en cours	798 070	Taxe aménagement	100 000
Legs Favier	260 000	Subventions d'investissement	99 721
Immo financières	50 000	Excédent de fonctionn. capitalisé	514 349
Subventions investissement	27 450	Legs Favier	250 000
		Produit cession immo	500
Opérations pour compte de tiers	25 000	Opérations pour compte de tiers	25 000
R A R	613 936	R A R	90 420
Amortissement des subventions	7 720	Amortissements	211 050
Opérations patrimoniales	207 000	Opérations patrimoniales	207 000
TOTAL GENERAL	3 100 966	TOTAL GENERAL	3 100 966

La section d'investissement pour l'année 2018 s'équilibre à **3 100 966 €** en dépenses et en recettes.

Les dépenses d'équipement représentent l'essentiel de l'effort de la commune en matière d'investissement.

Elles concernent **57 %** des dépenses réelles d'investissement prévues au budget 2018, pour un

montant de **1 306 960.49 euros** contre 1 388 511.42 euros au budget primitif 2017.

Le financement des investissements est essentiellement assuré par les ressources propres de la commune et le FCTVA représente **54 %** des recettes réelles.

Les subventions d'investissement et le nouvel emprunt représentent quant à eux, respectivement **6 %** et **38 %** des recettes réelles d'investissement inscrites au budget 2018.

NOUVEAUX EQUIPEMENTS 2018

1 – Ecoles : 382 200 €

- Nouveau restaurant scolaire St Exupéry
- Changement fenêtres restaurant scolaire Daudet
- Friteuse / sauteuse restaurant scolaire Daudet
- Mobilier etc... ..

2 – Cadre de vie : 336 500 €

- Création parking cœur de ville
- Aération du centre-ville avec création d'un espace rue du Marché
- Jeux et aménagement du parc Jollion
- Parking de la Portelle - aménagement
- Les Marronniers - aménagement
- Cour des Augustins - aménagement
- Etudes faisabilité promenade Tilleuls
- Numérotation habitations pour le plateau etc... ..

3 – Bâtiments publics : 243 100 €

- Toitures des bâtiments continuation de notre programme
- Accessibilité des bâtiments
- Hôtel de ville mise conformité
- Centre social programme de rénovation
- Locatif remise à niveau etc... ..

4 – Sécurité publique et urbaine 159 700 €

- Eclairage public suite du plan de rénovation
- Caméras
- Police municipale divers matériels
- Voiries etc... ..

5 – Aménagement urbain : 61 760 €

- Réfection façades pour le public et les commerces
- Centre-ville – plots métalliques amovibles
- Réserve foncière etc.

6 – Cordieux : 50 000€

- Abribus aux Bruyères avec 1 banc
- Centre loisirs: aménagement petite cuisine + cloison + matériels
- Illuminations
- Mobilier
- Chemin de ronde - glissières de sécurité
- Achat matériels cuisine et autre etc... ..

7 – Administration générale & technique : 46 100 €

- Equipements et matériels pour services techniques et espaces vert
- Cimetière - columbarium
- Hôtel de ville informatique & matériels agents publics, logiciels

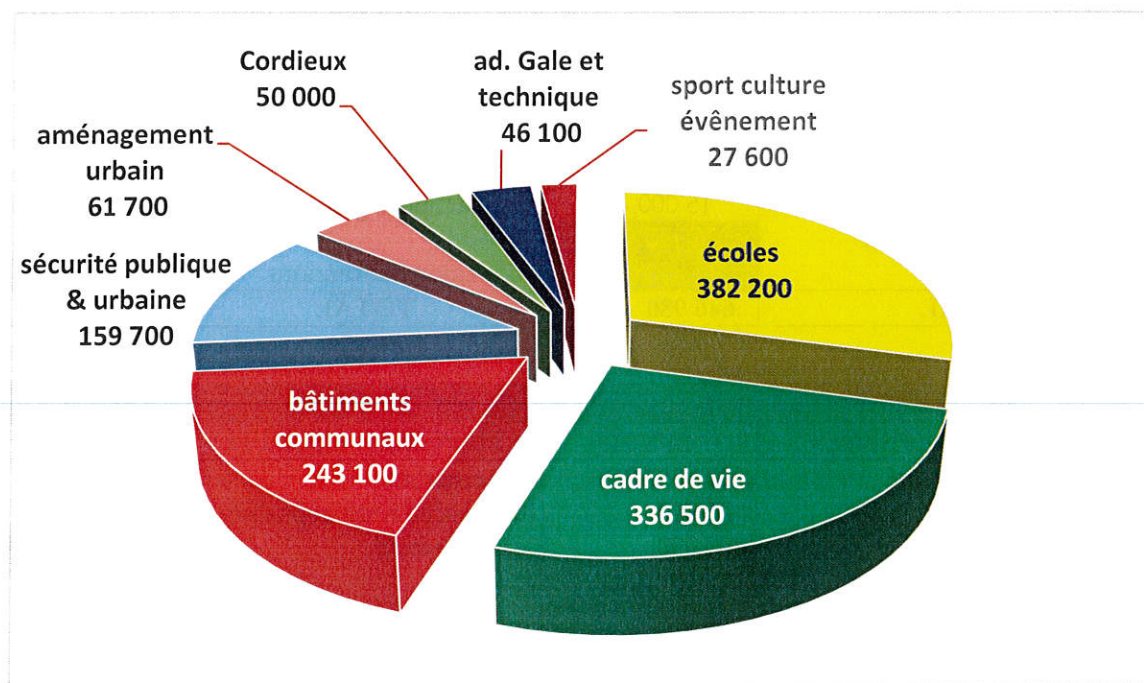
8 – Sport, culture, évènements : 27 600 €

Grillage pour stade de foot

Tables pour salle polyvalente

Festivités: 2 stands rapides 3X3, 12 grilles noires présentoir

Matériel pour bibliothèque

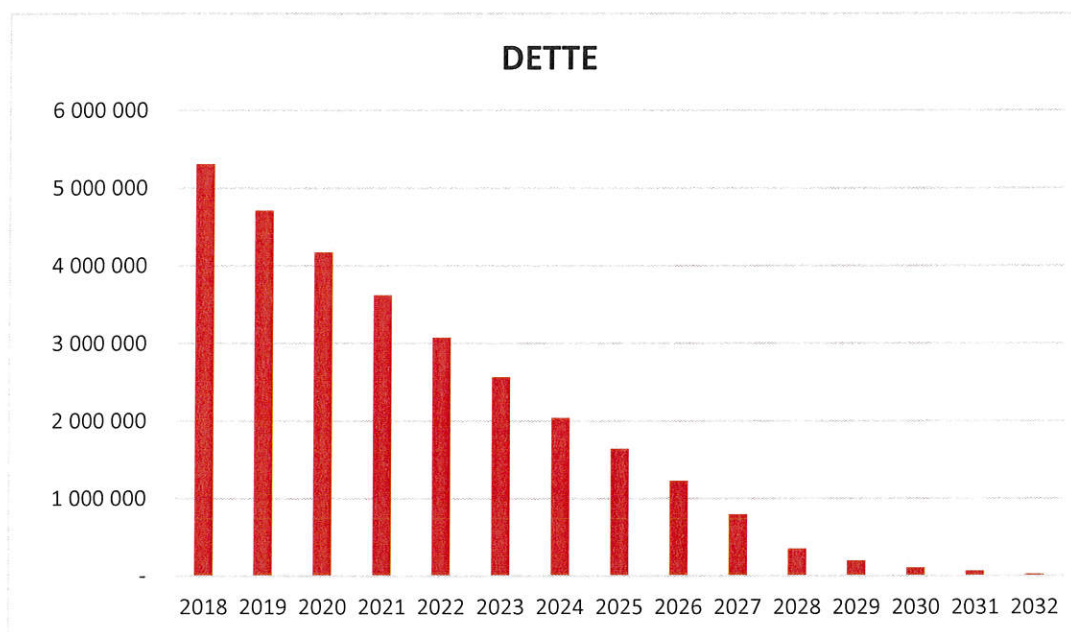


d) Etat de la dette

Au 1^{er} janvier 2018 la dette s'élève à 5 311 552,75 euros

Le remboursement du capital de la dette pour 2018 est de 597 900 euros soit 84 euros / habitant

La structure de la dette ne représente pas un danger



V - BUDGET ANNEXE EAU POTABLE

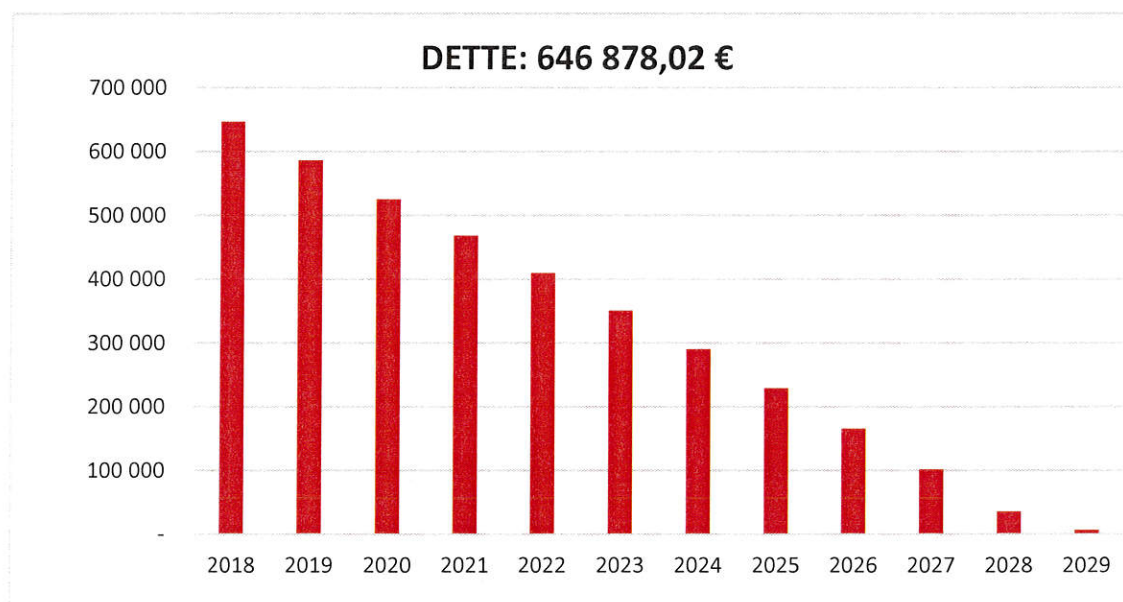
Le budget annexe eau potable comprend en recette : la vente d'eau et la redevance pour pollution. En dépense l'entretien des canalisations et des stations de pompage.

FONCTIONNEMENT			
CHAPITRES DEPENSES	BP 2018	CHAPITRES RECETTES	BP 2018
011 - charg car général	531 500	002 - Excédent reporté	4 017,39
65 - aut charg gest cour	8 050		
66 - charges financières	20 710	70 - prod des services	631 442,61
67 - charg exceptionnelles&	15 000	75 - aut. prod gest cour	50
023 Virt sect investissement	26 920		
040 - amort immo	44 800	042 - amort subventions	11 420
TOTAL	646 980	TOTAL	646 980

INVESTISSEMENT			
CHAPITRES DEPENSES	BP 2018	CHAPITRES RECETTES	BP 2018
001 - résul négatif reporté	21 615,09	16 - emprunt	220 000
21 - immo corporelles	20 000	106 - excéd fonct capitalisé	24 105,09
23 - immo en cours	200 000	021 - virement	26 920
16 - emprunt	60 300		
040 - amort subventions	11 420		
R A R	2 490	040 - amortissement	44 800
TOTAL	315 825,09	TOTAL	315 825,09

SECTION INVESTISSEMENT : projets inscrits au budget

- ☐ Extension du réseau rue des Platanes : **27 000 €**
- ☐ Extension du réseau Faubourg de Lyon : **36 000 €**
- ☐ Branchement immeuble Faubourg Lyon & rue de la Maladière : **4000 €**
- ☐ Provisions pour extension ou branchements divers (parc Bellevue) : **133 000 €**





Romain Daubié, maire de Montluel et Conseiller Départemental signe ici une nouvelle page de projets ambitieux pour améliorer le quotidien des montluistes, dans le respect de la gestion des deniers publics.

Il amène à la commune de nombreuses subventions liées aux projets d'investissements, grâce à sa casquette de Conseiller Départemental.



Année 2018,

Romain Daubié met en œuvre 2 projets de campagne qui lui tenaient particulièrement à cœur :

- La création du parking « cœur de ville » qui va permettre de redynamiser notre ville
- Et bien sûr, ce nouveau quartier qui va sortir de terre en 2018, le « quartier Bellevue » avec une maison médicale et une résidence seniors.

Romain, un maire bâtisseur qui embellit et emmène sa ville vers son futur.

Un maire et conseiller départemental dynamique, créatif, ici en lien avec la 3CM, pour un projet de pépinière d'entreprise dans la zone industrielle des « Prés Seigneurs » derrière la gare.



Après avoir terminé la réfection de la toiture, de l'Eglise de Cordieux, la voirie a été refaite pour le plus grand contentement des cordieusards qui le demandait depuis !!!

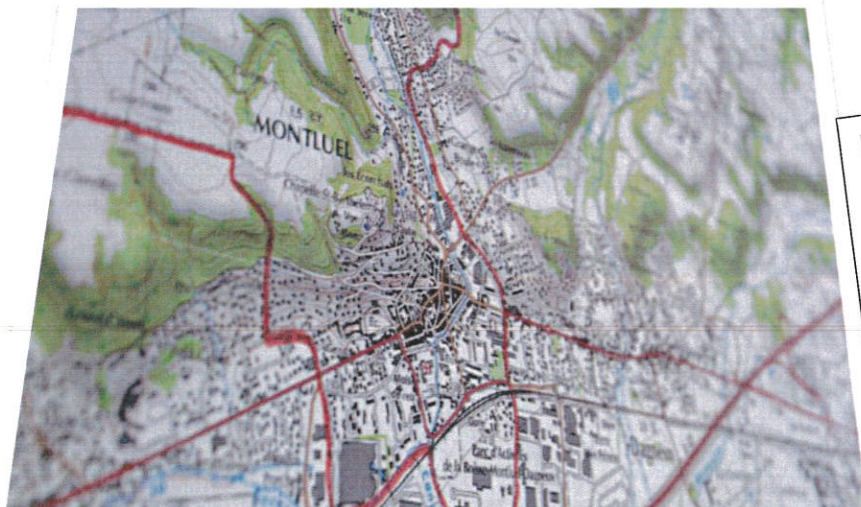


Romain Daubié met en place la transition énergétique en modernisant l'éclairage public. Des ampoules économiques, moins gourmandes en énergie sont installées.

Bonus : diminution des dépenses de fonctionnement !

Les toitures de la Collégiale
« prenaient l'eau » !

Romain Daubié en a
lancé la réfection
avec des subventions
de la Région et du
Département.



Le PLU (plan local
d'urbanisme)

Permet de définir la
politique de la commune
en matière d'urbanisation
et d'en fixer les contours.

Un cheminement doux réalisé
par l'ancienne municipalité,
certes !..... mais non sécurisé !

Après concertation avec les
habitants de Jailleux..... en 2017,
c'est chose faite !

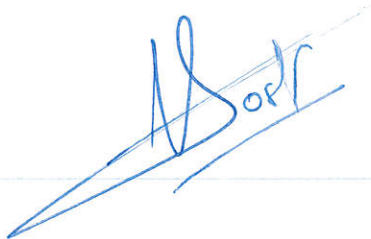
Piétons et cyclistes se côtoient
en toute sécurité !



Montluel le, 13 Février 2018

Adjointe finances & patrimoine

Irène Tost



Maire de Montluel

Romain Daubié

